

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Algérie : le régime durcit le ton

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

DANS l'optique de lutter contre le Covid-19, les autorités algériennes ont décidé de prendre des mesures fortes dans un contexte de poursuite effrénée des manifestations de la rue qui sont loin de s'estomper malgré la pandémie.

Ainsi, le régime algérien a multiplié ces derniers jours les interpellations et condamnations de militants du "Hirak", ciblant aussi des blogueurs, afin d'enrayer la reprise de la contestation au moment où s'amorce le déconfinement. En terme comptable, ce sont environ 200 arrestations qui ont eu lieu depuis le début du confinement décrété mi-mars pour lutter contre le nouveau coronavirus. Toute chose qui n'est pas du goût de certaines ONG algériennes. "Le pouvoir a vite profité de la trêve pour arrêter le maximum d'activistes", affirme

Saïd Salhi, vice-président de Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH).

À l'en croire, toutes les personnes placées en détention sont poursuivies pour "des délits d'opinion et d'expression en lien avec des publications sur les réseaux sociaux, notamment Facebook". Leurs domiciles sont perquisitionnés, leurs téléphones portables confisqués, a-t-il ajouté. Non sans considérer que la plupart des poursuites s'appuient sur le nouveau Code pénal, adopté le 22 avril en pleine crise sanitaire et dénoncé par les militants des droits humains.

Pour M. Salhi, il s'agit d'"une attaque irresponsable, à la limite de la provocation, contre les droits humains fondamentaux." Car, la vague de répression s'est accélérée en l'espace de quelques jours. Et la seule journée de jeudi dernier a vu plus de 20 opposants être cités à comparaître lors de sept audiences distinctes. La plupart de ces procès avaient été reportés



Le président Abdelmadjid Tebboune.

pour cause de pandémie. Des figures plus ou moins connues du "Hirak", des militants politiques et des journalistes, mais aussi des quidams accusés d'avoir moqué le pouvoir sur Facebook, sont parmi les accusés. D'ailleurs, à travers un communiqué, l'ONG

Reporters sans Frontières (RSF) a appelé "les autorités à cesser d'instrumentaliser la justice pour museler les médias". Ce d'autant plus que "la multiplication des poursuites contre les journalistes algériens est extrêmement inquiétante et fait état d'une dé-

gradation flagrante de la liberté de la presse en Algérie", a accusé Souhaieb Khayati, directeur du bureau Afrique du Nord de RSF. Quatre journalistes algériens ont fait l'objet cette semaine de poursuites ou condamnations à des peines de prison.

Briser le "Hirak" à tout prix



Le Hirak continue malgré le Covid-19.

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

"LE pouvoir ne croit pas au changement, il refuse d'écouter le peuple. A mon avis, il procède aux arrestations pour casser le "Hirak", estimait récemment l'avocat Mustapha Bouchachi, dans le quotidien francophone Liberté. Dit ainsi, beaucoup comprennent

que l'ensemble des mesures gouvernementales ne visent qu'un seul objectif : faire déguerpir les rues, principaux foyers des manifestations depuis plus d'un an en Algérie. Toutefois, loin de briser ce mouvement de protestation inédit, pluriel et sans tête de file proclamée, la traque aux "hirakistes" pourrait avoir l'effet contraire. "C'est un sentiment général de 'Hogra'", un

terme populaire algérien qui signifie "abus de pouvoir", qui prévaut dans la population, observe M. Salhi.

En province, des mobilisations sporadiques de soutien aux détenus se sont déroulées ces dernières semaines, surtout en Kabylie (nord-est). Des rassemblements ont eu lieu hier à Bejaïa et Tizi Ouzou, les deux principales villes de Kabylie, aux cris de "Régime dégage" et "Etat civil, pas militaire", d'après certaines sources. En revanche, Alger est restée calme.

Dans l'opposition, une coalition anti-régime regroupée au sein du Pacte pour l'alternative démocratique (PAD) a supplié "les Algériennes et les Algériens à demeurer mobilisés mais vigilants".

Né en février 2019 d'un immense ras-le-bol des Algériens, le "Hirak" réclame un changement du "système" en place depuis l'indépendance en 1962.

Yémen/Crise humanitaire : la belle moisson de la conférence des donateurs

I.I
Libreville/Gabon

LE Royaume d'Arabie Saoudite vient d'organiser une conférence des donateurs en partenariat avec l'Onu pour tenter de mettre fin à la grave crise humanitaire au Yémen, ravagé par la guerre et le nouveau coronavirus (Covid-19). Un total de 1,35 milliard de dollars (environ 1,21 milliard d'euros) en promesses a été récolté, a indiqué à la presse un porte-parole de l'Onu.

Les travailleurs humanitaires sont confrontés à une "course contre la montre" pour éviter une aggravation de la double crise dans le pays, le plus pauvre de la péninsule arabe, avait averti plus tôt le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres.

Cette conférence a été organisée alors que les organisations humanitaires s'inquiètent d'une propagation rapide du virus au Yémen. Ce défi sanitaire s'ajoute à la crise humanitaire, la pire au monde selon les Nations unies, après plus d'une demi-décennie de guerre. Lors de cette conférence, l'Arabie saoudite a promis 500 millions de dollars (environ 448 millions d'euros) d'aides.

Les États-Unis, important fournisseur d'armes du Royaume, ont assuré une aide de 225 millions de dollars (environ 201 millions d'euros) et l'Allemagne a annoncé 125 millions d'euros. Le Royaume-Uni, autre fournisseur d'armes au royaume saoudien, a fait la promesse 160 millions de livres (environ 179 millions d'euros).